

débat *militant*

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 60 | 4 mars 2005

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@wanadoo.fr | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- [La crise sociale et politique mûrit, les travailleurs s'unissent autour de leurs propres exigences](#)
- [Fillon oppose le parlement à la rue. La jeunesse relève le défi !](#)
- [Nouvelle offensive impérialiste au Proche-Orient](#)
- [La dette extérieure de l'Argentine : une négociation avec l'impérialisme](#)

La crise sociale et politique mûrit, les travailleurs s'unissent autour de leurs propres exigences

Il y a quelques jours, la presse titrait « 2004, *cru exceptionnel pour le Cac 40* ». A tour de rôle, les grandes entreprises annoncent des profits « records ». Arcelor, Total (qui a battu le record de bénéfice annuel des entreprises françaises et qui annonce en même temps 568 licenciements supplémentaires), les banques, Bouygues... les milliards s'amoncellent. Ces profits sans précédent viennent de l'augmentation de l'exploitation, des « restructurations », des licenciements, des bas salaires et de la précarité. Et ces milliards ne sont même pas réinvestis dans la production : ils sont dilapidés, distribués aux actionnaires sous forme de dividendes ou par le biais des rachats d'actions pour alimenter la bourse.

Le parasitisme de la bourgeoisie s'étale au grand jour, de même que le cynisme de son personnel politique : Gaymard, ministre des Finances qui voulait « *se désintoxiquer de la dépense publique* », était logé dans un appartement qui coûtait chaque mois l'équivalent de son salaire, 14 SMIC. Son successeur vient d'accepter un grand « sacrifice » nous dit la presse, ses revenus vont être divisés par 8 : il a touché en 2004 l'équivalent de 116 SMIC mensuels à France Telecom où il a « redressé » l'entreprise en supprimant 22 500 postes.

Parallèlement, les comptes publics viennent d'être publiés : la dette de l'Etat a atteint un nouveau record, 1066 milliards d'euros, soit 65,6 % du PIB contre 63,9 en 2003. Et le chômage vient de dépasser officiellement les 10 %. Alors que l'argent coule à flot d'un côté, la crise du système s'approfondit, la misère progresse : pour satisfaire la soif de profits d'une minorité de parasites, la part des richesses qui revient au monde du travail continue à diminuer et tout ce qui constitue un frein à l'exploitation doit tomber.

Les éléments d'une crise politique

Face à tant de parasitisme et de cynisme, la révolte s'approfondit parmi les travailleurs et la jeunesse. En même temps, les illusions s'érodent sur le rôle du Parlement, simple chambre d'enregistrement des exigences de la Finance. Les « affrontements » verbaux des députés s'y font dans une indifférence de plus en plus grande.

La démission éclair de Gaymard, le discrédit qui s'est exprimé à cette occasion vis-à-vis des politiciens et du pouvoir, la lucidité qui se forge sur la réalité de la « *démocratie* » parlementaire participent à la maturation d'une crise politique.

Pour une fraction des travailleurs comme pour la jeunesse qui manifeste, la pression de la rue, la lutte et la grève apparaissent aujourd'hui comme la seule issue pour obtenir satisfaction et faire reculer le gouvernement.

Le social-libéralisme contre les travailleurs

Plusieurs ténors du Parti socialiste ont tenu à se montrer dans les cortèges le 5 février, le sourire aux lèvres et le regard fixé sur 2007... Quelques jours plus tard, lors de la grève à Air France, Ségolène Royal jugeait sur RTL « *intolérable qu'autant de voyageurs soient pris en otage brutalement* » disant souhaiter un « *médiateur* » pour que « *le dialogue reprenne très vite* ». Ce soutien à De Robien et au gouvernement, au moment où la contestation s'amplifie, n'est que le pendant de celui que Hollande et ses amis apportent à Chirac et à la droite pour le référendum.

« *Si on veut une sanction, ce sera pour 2007* » a expliqué Guigou. « *Il ne faut pas se tromper de colère* » a renchéri Strauss-Kahn, ajoutant « *peu importe ce que fait Chirac, tant mieux s'il est désormais sur nos positions* »... Pour les « *gens qui souffrent* », Strauss-Kahn a expliqué à la télé sa grande idée, son « *projet personnel* » : une « *grande négociation salariale* » après 2007.

Quant à Ayrault, au lendemain de la première journée de manifestations lycéennes contre la loi Fillon, il expliquait « *il ne faut pas créer l'illusion qu'on pourrait empêcher ce texte de passer. De plus, la mobilisation de mardi ne m'a pas paru massive* ». Face à la jeunesse, à son impétuosité et son peu de respect de l'autorité établie, le PS, comme le gouvernement, est inquiet.

Construire un mouvement d'ensemble, à la base

Cette irruption de la jeunesse dans la rue est un encouragement pour tout le monde du travail. Cette révolte « spontanée », en dehors de tout encadrement d'appareil -et pour cela imprévisible pour le pouvoir qui ne sait qui convoquer pour canaliser la colère- préfigure d'une certaine façon la capacité d'initiatives des travailleurs en train d'acquérir plus largement une lucidité sur la politique du diagnostic partagé prônée par les appareils syndicaux, dont la capacité de nuisance est par là même réduite.

C'est à la base, grâce aux militants du mouvement, syndiqués ou non, et indépendamment de la volonté des directions syndicales, que démarrent et s'organisent beaucoup des luttes actuelles, qu'il s'agisse d'actions en réaction à des licenciements, de luttes pour des augmentations de salaire ou de grèves de solidarité comme à la SNCF après le viol d'une contrôleuse et à Air France contre la sanction d'un agent de piste après la mort accidentelle d'une salariée.

Comme c'est à la base que nous avons transformé les journées d'actions planifiées de longue date en ordre dispersé en autant d'étapes vers un possible mouvement d'ensemble, malgré la volonté des appareils. C'est le succès imprévu des journées de grève des 18, 19 et 20 janvier et de la manifestation du samedi 5 février qui a amené l'ensemble des directions syndicales à transformer la journée d'action de la métallurgie du 10 mars en une journée de grève interprofessionnelle. Cette journée, deux jours après la grève des lycéens qui ont également annoncé qu'ils s'inviteraient le 10, peut être une nouvelle étape pour construire un mouvement d'ensemble. Bien des choses semblent possibles, qui peuvent faire basculer le rapport de forces.

La campagne pour le NON, une campagne pour les revendications du monde du travail et de la jeunesse

C'est dans ce contexte qu'a lieu la campagne pour le référendum sur le traité constitutionnel européen, référendum dont Chirac et Hollande viennent de décider qu'il se tiendrait le 29 mai prochain. Cette campagne est l'occasion pour nous tous, travailleurs et jeunes, de faire entendre nos revendications et de sanctionner par notre *Non* le libéralisme et le social-libéralisme, le camp du *Oui*. Ce camp est chaque jour plus uni et solidaire, comme l'a montré la venue de Zapatero à l'Assemblée. Invité par Debré, il a été courtoisé tant par Raffarin que par Ayrault... et il a mis tout le monde d'accord en déclarant sous les applaudissements : « *Pour moi, c'est un Oui sans nom de famille* ».

Face au camp libéral et social-libéral, la campagne pour le *Non* est pour nous une campagne pour

les revendications des salariés et de la jeunesse. La question sociale est aujourd'hui plus que jamais la question politique essentielle. Notre *Non* est celui de la lutte, en rupture avec ceux dont le *Non* ne sert qu'à préparer l'alternative pour 2007 telle Buffet qui déclarait récemment : « *Nous sommes en train de retrouver une seconde jeunesse et la gauche a besoin d'un PCF qui reprend de la vitalité* »... Ou Emmanuelli qui, dans une lettre aux militants PS, fait semblant de découvrir, « *après avoir mûrement réfléchi* » et « *en espérant ne heurter personne* », « *qu'il est difficile de ne pas voir qu'on veut nous faire avaler un bloc ultralibéral à travers le vote du traité* ».

Notre *Non* est une sanction et un désaveu de tous les partis qui ont mis en place l'Europe des patrons.

Faire entendre nos exigences sans rien attendre des futurs éventuels changements gouvernementaux

A travers la lutte, le monde du travail est en train de s'unir autour de ses propres exigences, l'augmentation des salaires, le partage du temps de travail, le droit de tous à vivre pleinement. Avec la jeunesse qui écrit elle-même son calendrier et lance un défi à Fillon et au Parlement, le monde du travail est pour une part en train de s'affranchir des illusions parlementaires et du cadre institutionnel dont il était prisonnier, de reconquérir son indépendance.

Sans préjuger du succès qu'aura ou non la journée du 10 mars ni du déroulement de ses suites, elle est une étape nouvelle vers un possible mouvement d'ensemble du monde du travail. Il apparaît que toutes les composantes du social-libéralisme, tant syndicales et que politiques n'en veulent pas, alors qu'à l'évidence, il n'y a pas d'autres possibilités de faire céder le gouvernement. L'idée d'attendre 2007 et les éventuels changements de gouvernement ne fait guère recette mais le manque de confiance pèse encore sur les esprits. Le discrédit de l'adversaire grandit mais de là à se convaincre qu'il est possible de le faire reculer, il y a un pas qui n'est pas encore franchi. L'intervention de la jeunesse peut accélérer les choses, une nouvelle génération est en train de s'éveiller à la lutte, lucide, libre de tout passé et avide d'avenir. Elle peut entraîner et encourager la génération des parents, qui, en soutenant ses enfants, se réapproprie pour une part sa propre révolte, sa propre liberté.

Quels que soient les lendemains immédiats du 10 mars, le regroupement est en train de se faire à la base dans les entreprises, au cours des luttes, dans les syndicats, de tous ceux qui veulent faire entendre les exigences du monde du travail. C'est le regroupement de ceux qui ne craignent pas de bousculer le calendrier parlementaire et institutionnel, qui ont conscience que l'affrontement et la crise sont inévitables, qu'il faut les préparer en discutant de la politique nécessaire aux luttes pour faire pression et pallier la passivité des directions syndicales.

Carole Lucas



Fillon oppose le parlement à la rue. La jeunesse relève le défi !

En affirmant sur LCI au lendemain du vote de son projet au parlement « *La loi ne se fait pas dans la rue* », Fillon, face au mouvement lycéen, reprend la stratégie de Raffarin en mai-juin 2003 : nier toute légitimité à la contestation sociale pour lui opposer le débat parlementaire. Un défi politique est lancé aux centaines de milliers de lycéens, qui, depuis un mois, sont sortis dans la rue pour exprimer leur colère et exiger le retrait du plan Fillon, renouant ainsi le fil de la lutte sociale après le mouvement des salariés du printemps 2003. Ne pas s'arrêter devant le parlementarisme, imposer une victoire populaire de la rue, voilà le défi que tente de relever la jeunesse. Sa force est qu'elle peut, par sa détermination, contribuer à la mobilisation de l'ensemble des salariés. Dégagée des appareils, elle incite le mouvement social à surmonter l'obstacle des négociations au sommet et du compromis raisonnable qu'est la politique des directions syndicales.

Le mécontentement s'accumule...

Dès le jeudi 20 janvier, journée d'action nationale de la Fonction publique, des petits groupes de lycéens étaient présents, lors des manifestations, aux côtés des profs de leurs bahuts pour affirmer haut et fort leur refus de cette éducation à deux vitesses. La semaine qui a suivi, sur certains lycées en banlieue parisienne, les lycéens se sont mis en grève, soutenus par les profs et les parents. Ces grèves sont une réponse spontanée à des problèmes locaux : manque de moyens, profs non remplacés, suppressions de filières, flicage. Ainsi, sur le lycée Pablo Picasso à Fontenay Sous Bois (94), les lycéens ont pris la relève des enseignants, dont la mobilisation s'essouffait, pour défendre le maintien du poste d'un prof vacataire. Face au mépris de l'administration et du rectorat, les lycéens ont très vite saisi qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. Ils ont fait une semaine de grève, avec actions et manifestations tous les jours. Dans le même temps, l'annonce de la suppression de la seule classe prépa existant dans une ZEP, ressentie comme un symbole, a mis le feu aux poudres au lycée Paul Eluard à Saint Denis (93). Des lycéens se sont également révoltés spontanément à la suite de descentes de police, accompagnées de fouilles et contrôles d'identité, à l'entrée de leurs établissements.

Très rapidement, la lutte s'organise : AG locales, manifs, actions, débrayages des lycées voisins, début de coordinations. Le niveau d'organisation est faible mais le mécontentement est profond et la détermination forte. De plus, les lycéens sont conscients que leurs problèmes sont liés, que leur légitimité est totale. Ils étendent leurs revendications, discutent d'élargir le mouvement aux autres lycées, aux autres villes, aux profs et personnels de l'éducation, cherchent à faire le lien avec les salariés.

... puis explose

Le mardi 1^{er} février, des lycéens de toute la région parisienne se regroupent devant l'assemblée nationale et c'est quelques milliers de jeunes qui partent en manif spontanée. La police comme les organisations encore peu présentes sont totalement dépassées.

Lors de la manifestation pour les 35 heures, les salaires et les services publics, du samedi 5 février, dans plusieurs villes, des cortèges de lycéens défilent aux côtés des salariés, réalisant dans la rue le lien entre les revendications de la jeunesse et celles des travailleurs.

Le mouvement s'amplifie, devient alors réellement national, toujours aussi radical et déterminé. Le jeudi 10 février voit descendre 100 000 jeunes dans la rue à travers toute la France, faisant reculer Fillon qui annonce le retrait du volet bac de son projet de loi. Loin de satisfaire les lycéens qui ne sont pas dupes, cette annonce apparaît comme une tentative de manipulation et comme un premier signe de faiblesse. Le mouvement lycéen commence à prendre confiance dans ses propres forces sans mesurer réellement ce qu'il vient déjà de réaliser : imposer un recul, modeste certes, mais réel, à un gouvernement de casse sociale que les profs, les parents ou les aînés n'avaient pas réussi à faire céder par leur mouvement en 2003.

Le mardi 15 février, alors que la plupart des régions sont en vacances, et même si les profs manquent à l'appel, les lycéens sont plus de 50 000 à Paris et 15 000 à Bordeaux pour exiger le retrait pur et simple du projet.

A la suite de cette journée, la panique du gouvernement face à la détermination du mouvement, se confirme. Après avoir joué la carte de la compréhension paternaliste et méprisante, il joue celle de la force. Raffarin annonce la procédure d'urgence le 16 raccourcissant les débats sur la loi à l'Assemblée et au Sénat. Fillon veut prendre le mouvement de vitesse et profiter des vacances à Paris et à Bordeaux pour faire voter la loi au Parlement. Nouvel échec, dans les académies qui reprennent, les lycéens se mettent en grève, 20 à 30 000 manifestants le 24 février et le 1^{er} mars dans plus de 25 villes. Le mouvement s'étend géographiquement et, comme le disent certains lycéens, c'est un échauffement pour le 8 mars où toutes les académies seront rentrées et pour le 10, où lycéens, profs, salariés du public et du privé descendront ensemble dans la rue contre les dégradations sociales, les attaques du gouvernement et pour les salaires.

C'est un point important de marqué, le mouvement conteste la légitimité du Parlement à décider pour lui.

La jeunesse, expression de la révolte du monde du travail

Par sa détermination, la jeunesse réussit la jonction qu'elle cherchait avec les salariés et les profs, redonnant à tous confiance dans la lutte. L'inquiétude du pouvoir est justifiée.

L'irruption en masse de jeunes issus de lycées de banlieues, professionnels et techniques, donne au mouvement un caractère spontané, révolté et incontrôlable. C'est la future classe ouvrière qui descend dans la rue. D'ailleurs, les lycéens eux-mêmes ne s'y trompent pas : « *Notre avenir, on le connaît : c'est l'usine, la précarité, le chômage.* » La jeunesse se fait la porte-parole du mécontentement grandissant de l'ensemble du monde du travail et son irruption sur le terrain social ouvre une crise profonde.

Sa spontanéité est ce qui fait la force du mouvement. Par leur énergie et leur audace, les lycéens débordent les cadres des appareils, s'emparent des journées d'actions posées par les syndicats pour y défendre leurs propres mots d'ordre. L'UNL et la FIDL n'ont quasiment aucune prise sur les lycéens pour avancer leur politique d'une « bonne réforme », de la bonne négociation, politique du diagnostic partagé des directions syndicales qui avait enfermée le mouvement en 2003, limitant son horizon à celui du Parlement. Cette politique qui avait trouvé comme alliée l'ancienne gauche plurielle, n'est pas applicable à ce mouvement. Les anciens ministres de l'éducation, Ferry et Lang, le disent eux-mêmes : « *Les lycéens, c'est comme le dentifrice : quand ils sont sortis du tube, on ne peut plus les faire rentrer.* » « *C'est la vraie difficulté dans ces situations : négocier, mais avec qui ?* » « *C'est la hantise de tout ministre d'avoir les lycéens dans la rue.* »

De la spontanéité à la démocratie active et vivante, une lutte politique

Si le mouvement lycéen n'est pas encadrable, c'est parce qu'il est, dans sa nature, démocratique. C'est cette démocratie à la base, celle de la lutte, et la détermination pour faire céder le gouvernement, qui poussent les lycéens à organiser leur mouvement, organiser leur spontanéité pour lui donner plus de force et de légitimité. Conjuguer efficacité de la lutte, démocratie et spontanéité n'est pas facile. Cela prend du temps, le temps qu'une nouvelle génération fasse ses armes.

Cette volonté de s'organiser démocratiquement rompt avec une vision bureaucratique, par en haut, à laquelle nous habituent les directions syndicales. Il ne peut exister aucune direction autoproclamée, aucun dirigeant charismatique lié aux appareils capables d'encadrer le mouvement pour le contrôler. Le gouvernement n'a pas de prise sur cette aspiration démocratique à contrôler sa lutte. « *Qu'ils votent la loi ou pas ne changera rien, la rentrée sera chaude* », lâche une lycéenne. Elle l'est déjà. La force politique du mouvement c'est aussi cela : pas de tergiversation pour savoir si on y va ou si on n'y va pas... la jeunesse se jette dans la lutte sans retenue ni calcul, animée d'une révolte entière pour un autre avenir. La démocratie du mouvement s'impose face à la soi-disant légitimité du Parlement, et n'a aucune raison de s'incliner devant celui-ci.

Ce qui fonde cette confiance, cette légitimité de la lutte des lycéens, c'est la légitimité de leur combat, leur révolte contre l'injustice et l'inégalité. Au travers du projet de la réforme Fillon, et en particulier de la remise en cause du bac national, c'est l'aggravation des inégalités sociales face à l'éducation et à la culture qui a provoqué la colère des lycéens. Ils refusent aussi ce socle commun qui n'a pour but que de faire d'eux « de la chair à patrons », main d'œuvre peu chère et servile. Ils refusent que la culture, les options, soient le privilège d'une élite des quartiers aisés. En refusant cette réforme qui ne ferait qu'aggraver une situation déjà profondément inégalitaire tout en l'accompagnant d'une ségrégation géographique insupportable, c'est contre le fonctionnement même de ce système qu'ils se soulèvent. A la dégradation des conditions de vie, d'étude et de travail, les jeunes opposent un autre projet de société : ils veulent une société plus juste, une société d'égalité où chacun a accès à la culture.

Alors que les députés veulent rendre obligatoire l'apprentissage de la *Marseillaise* à l'école et que l'examen du projet de loi Fillon s'est soldé par la création d'un enseignement du fait religieux sur proposition d'un député du PC, dans la rue les mots d'ordre contrastent : les lycéens avancent leur désir d'être formés à l'exercice d'un esprit critique et refusent de recevoir une éducation appauvrie dont le seul but est d'en faire des travailleurs obéissants et des citoyens dociles.

De la contestation des inégalités à la contestation de la société capitaliste

Une nouvelle génération militante a fait son entrée sur le terrain social ; elle veut sa propre émancipation et celle de toute la société. Résolue dans la lutte face à un système qui ne lui offre aucun avenir, elle se forge une nouvelle conscience de classe, en solidarité avec les générations précédentes

dont elle porte les espoirs d'une société plus juste.

Par l'ampleur de sa mobilisation, la jeunesse aide le monde du travail à tourner la page de la période de démoralisation qui a suivi l'échec de mai-juin 2003. Le rapport de forces se trouve ainsi modifié.

N'attendant personne pour se mobiliser, le mouvement lycéen fixe ses propres rythmes de lutte. Sa faculté à passer outre tous les cadres syndicaux et les obliger à s'y mettre, comme son mépris pour le calendrier parlementaire, peut déverrouiller la situation et ouvrir la perspective d'une victoire du mouvement social, reprenant l'offensive pour imposer ses droits contre ce système inégalitaire.

Aux yeux de tous, la jeunesse populaire se révèle dans toute sa vigueur et se dessine, agissante et consciente, comme le moteur du futur parti des luttes et de la révolution.

Clarisse Fango et Vincent Campbell



Nouvelle offensive impérialiste au Proche-Orient

Lors de son discours annuel sur l'état de l'Union devant le Congrès le 2 février, George W. Bush a relancé son projet de « *grand Moyen-Orient* », dont l'objectif revendiqué est de porter la démocratie « *de Kaboul à Ramallah* ». Pas moins. La tournée européenne fin février du président fraîchement réélu a été une nouvelle occasion d'affirmer la priorité fixée par l'administration états-unienne à la démocratisation de l'ensemble des régimes de la région qu'encourageraient, à ses yeux, les élections en janvier en Irak et en Palestine.

« *Pour promouvoir la paix et la stabilité dans le Grand Moyen-Orient, les États-Unis travailleront avec nos amis dans la région pour combattre la menace commune posée par le terrorisme, tout en encourageant une élévation du niveau de liberté* », a précisé Bush. Et il a ouvertement menacé, « *les régimes qui continuent d'abriter des terroristes et cherchent à se doter d'armes de meurtre de masse*. » Pays visés : la Syrie et l'Iran. « *Pour promouvoir la paix au Moyen-Orient* », l'administration Bush n'entend écarter aucune solution, y compris militaire.

Le conflit israélo-palestinien est le dossier sur lequel Condoleezza Rice va concentrer le tir dans les prochains mois. Le processus de paix « *passera par des hauts et des bas* », pronostique la secrétaire d'État, « *mais nous avons la volonté de réussir* », martèle-t-elle. Le conflit israélo-palestinien est au cœur, en effet, des tensions régionales depuis 1947, tensions singulièrement aggravées après la guerre de 1967 et l'occupation par les troupes israéliennes de la Cisjordanie et de Gaza qui en a résultée. Le nombre de morts depuis le début de l'Intifada Al-Aqsa, en septembre 2000, dépasse les 4 000, dont plus de 3 000 Palestiniens et près de 1 000 Israéliens.

Apporter au conflit israélo-palestinien un semblant de réponse, même partielle et limitée dans le temps, ce serait un atout décisif dans le jeu de l'impérialisme états-unien pour redessiner un grand Moyen-Orient sous sa domination. Depuis le 11 septembre, l'administration Bush tente d'imposer tout azimut ses solutions réactionnaires, profitant d'un rapport de force qui n'a cessé de se dégrader pour les opprimés du Proche et du Moyen-Orient depuis 1991. La volonté affichée par l'équipe au pouvoir aux États-Unis de passer à la vitesse supérieure aujourd'hui découle du nouveau contexte en Palestine et alentour.

Une « opportunité » attendue...

Une première fenêtre s'est ouverte avec la disparition de Yasser Arafat. Le raïs était *persona non gratta* à la Maison Blanche comme à Jérusalem, contraint, à la fin de sa vie, à vivre reclus à Ramallah, dans un bunker à demi ruiné de la Mouqata'a. La communauté internationale accusait, alors, Yasser Arafat d'avoir saboté le sommet de camp David en juillet 2000 et torpillé les négociations israélo-palestiniennes que Bush cherchait à relancer au printemps 2003.

Son remplacement à la tête de l'Autorité palestinienne début janvier par Mahmoud Abbas facilite une reprise des négociations : c'est Mahmoud Abbas, alors Premier ministre de Yasser Arafat, qui avait

négocié en 2003 lors du sommet d'Aqaba la « feuille de route » avec George W. Bush et Ariel Sharon ; c'est Mahmoud Abbas déjà qui représentait les intérêts palestiniens lors du processus de paix entamé à Madrid en octobre 1991 et concrétisé par la déclaration de principes d'Oslo en septembre 1993.

Les choses n'ont d'ailleurs pas traînées... Un sommet a rassemblé Mahmoud Abbas et Ariel Sharon à Charm el-Cheikh en Égypte le 8 février sous le patronage du président égyptien, Hosni Moubarak, et du roi de Jordanie, Abdallah II. C'est la première réunion au plus haut niveau entre les deux parties depuis le début de l'Intifada en septembre 2000. « *L'objectif de deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en paix, est à portée de main et l'Amérique les aidera à l'atteindre* », annonçait Bush devant le Congrès en janvier. À l'issue du sommet de Charm el-Cheikh, Mahmoud Abbas évoquait « *une nouvelle ère* », Ariel Sharon lui « *une nouvelle période* ». Au vu, des discussions engagées et des accords intervenus, nous en sommes loin.

Qu'est-il sorti de la rencontre au juste ? En réalité rien qui n'ait déjà été arrêté lors des sommets précédents et jamais suivi d'effet. Significativement, toutes les discussions sur les questions centrales ont été remises à plus tard, à commencer par celles concernant la colonisation de la Cisjordanie qui continue à un rythme sans précédent ou celles touchant la construction du mur qui s'accélère de jour en jour.

Le plan israélien de retrait unilatéral officialisé en février 2004 par Sharon prévoit ainsi l'évacuation à partir du 20 juillet des colonies de Gaza et de quatre autres petites implantations isolées du nord de la Cisjordanie (Ganim, Kadim, Sanour et Homesh), soit un total de 8 500 colons. Pas plus. Et ce retrait doit encore s'étaler sur douze semaines au moins, mais pourrait être remis en cause à la moindre occasion ! Certes, le nouveau tracé du mur englobe environ 7 % de la Cisjordanie occupée, contre 17 % pour le projet initial ; mais il place côté « israélien », les grands blocs de colonies de la Cisjordanie (Ariel, Maalé Adoumim et le Goush Etzion), soit près de 240 000 colons.

Par conséquent, les concessions de Sharon ne sont que de la poudre aux yeux ; elles ne peuvent aveugler sur le sens de la politique engagée par le « Général Bulldozer » : créer une situation de séparation de fait entre Palestiniens et Israéliens, rendant caduque toute négociation ultérieure entre l'autorité palestinienne et l'État d'Israël.

Le processus de paix dont il est question dans la presse internationale, s'il aboutit, verra la création d'un semblant d'État palestinien sans continuité territoriale et soumis à la domination politique, économique et militaire israélienne. Mais y compris cette fausse solution est loin d'être acquise, puisque toute future évolution est conditionnée par Sharon et l'administration Bush au désarmement des milices palestiniennes. Le cessez le feu conclu à Charm el-Cheikh n'a d'ailleurs tenu que quelques jours... Une occasion supplémentaire pour le gouvernement israélien de faire monter un peu plus les enchères.

Lors du sommet, Sharon était on ne peut plus explicite sur ces intentions : « *Vous devez, vous aussi, apostrophait-il la délégation palestinienne, prouver que vous avez la force et le courage de faire des compromis, d'abandonner des rêves irréalistes, de réduire à néant les forces qui s'opposent à la paix, et de vivre avec nous dans la paix et le respect mutuel, côte à côte.* »

Et pour imposer cette normalisation au peuple palestinien, la réunion « *de soutien à l'Autorité palestinienne* », tenue à Londres le 1^{er} mars, a adopté un plan visant à renforcer l'autorité de Mahmoud Abbas afin qu'il puisse s'acquitter des basses œuvres que lui commandent les Israéliens, préalable à toute réelle avancée. Le principe d'un « *groupe de coordination* » intergouvernemental animé par le général étatsunien, William Ward, a été retenu à la conférence de Londres pour y veiller.

...une deuxième inespérée

Une deuxième « *opportunité* » encourageant les impérialistes à agir aussi promptement en Palestine est venue du Liban voisin. L'attentat qui a coûté la vie le 14 février à Rafic Hariri et à 17 autres personnes à Beyrouth précipite l'intervention en élargissant le théâtre des opérations aux acteurs essentiels du conflit israélo-palestinien, la Syrie et ses différents alliés au pays du Cèdre, à savoir le pouvoir en place et le Hezbollah libanais.

Quelle soit impliquée ou non dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre, la Syrie fait figure de suspect idéal. Ces dénégations n'y changeront rien. L'« *opportunité* » est trop belle pour les États-Unis qui ont inscrit la Syrie sur la liste des États qui soutiennent le terrorisme depuis 1979 et à laquelle ils reprochent de soutenir le Hezbollah et de laisser la résistance irakienne utiliser son territoire comme base arrière pour son financement et sa logistique. C'est d'autant plus vrai que tout au long du mois de

février et ce, dès la conférence de Charm el-Cheikh, le 8 février, l'Autorité palestinienne accusait publiquement le mouvement chiite libanais Hezbollah de tout mettre en œuvre pour faire dérailler le processus, et à travers lui son tuteur syrien ; le gouvernement Sharon mettait lui, au même moment, en garde contre des attentats suicides visant le territoire israélien commandités de Damas où se trouve l'officine du Djihad islamique. Pour Condoleezza Rice, il n'y a aucun doute : « *Il y a des preuves que le Djihad islamique qui a son quartier général en Syrie, était en fait impliqué dans la préparation de ces attentats à Tel Aviv* ».

L'administration peut même espérer faire d'une pierre deux coups, et contraindre Bachar al-Assad à reculer au Liban et à sécuriser sa frontière avec l'Irak. Paradoxalement, les intérêts syriens et étatsuniens pourraient se rejoindre. Et l'histoire démontre que Washington s'accommode fort bien de la présence syrienne au Liban comme le souligne l'accord de Taef, signé en 1989 entre la Syrie et le Liban. À l'époque, Bush père était trop content de compter sur la Syrie d'Hafez Al-Assad dans sa guerre contre l'Irak de Saddam Hussein. La Syrie a tout à perdre d'un retrait définitif du Liban, alors que l'opposition libanaise est divisée quant aux relations à entretenir avec Damas. De plus, le développement du pouvoir chiite — l'Irak, après l'Iran — pourrait peser lourd dans la balance et pousser la Syrie sunnite de Bachar al-Assad à épouser les vues des régimes arabes sunnites alliés des étatsuniens (Jordanie, Égypte, monarchies du Golfe).

Quelques indices appuient ce possible revirement. La pression de la population libanaise et celle des grandes puissances, États-Unis et France en tête, ont déjà coûté son poste à Omar Karamé, le Premier ministre, lâché rapidement par les Syriens. Il semble en outre avéré que c'est Damas qui a remis aux autorités irakiennes Sabaoui Ibrahim Al-Hassan, demi-frère de Saddam Hussein et numéro 36 sur la liste des 55 dirigeants irakiens les plus recherchés par Washington. Mieux, un intense balai diplomatique initié par l'Égypte avec l'appui de l'Autorité palestinienne tente de rallier la Syrie à une solution globale du conflit israélo-palestinien. À Charm el-Cheikh en février, Mahmoud Abbas et Hosni Moubarak ont explicitement réclamé l'élargissement de la discussion au Golan sur lequel Damas a réitéré sa volonté de rouvrir les négociations avec l'État hébreu.

Ce qui est incontestable, c'est le coût financier pour les bourgeoisies locales de cette situation de guerre. Selon une étude commandée par l'ONG britannique, Oxfam, et réalisée par le centre d'études socio-économiques Adva de Tel-Aviv, le coût de l'occupation des territoires palestiniens par Israël n'a cessé d'augmenter depuis la première Intifada. « *La seconde Intifada a provoqué un arrêt de la croissance économique, une baisse du niveau de vie, la ruine des services sociaux, la diminution de la couverture sociale et l'augmentation de l'étendue et de la profondeur de la pauvreté* », note également le rapport. Ce fardeau pèse sur l'État hébreu. Il entrave le commerce avec ses voisins. Les capitalistes locaux envisagent une autre voie. L'Égypte et Israël ont, d'ores et déjà, signé un accord de coopération économique sous l'égide des États-Unis. D'autres pourraient suivre...

Un processus contre les peuples

Le démantèlement des « infrastructures terroristes » et la confiscation des armes des miliciens palestiniens est la tâche à laquelle Mahmoud Abbas va devoir s'atteler s'il veut convaincre l'État hébreu et Washington de sa volonté d'en finir avec les « rêves irréalistes ».

Le résultat paraît improbable. Quel argument le chef du Fatah pourrait-il donner à la jeunesse désœuvrée de Palestine pour la convaincre ?

Pour autant, on ne peut préjuger de l'influence sur les masses de décennies de privation et de l'échec de la lutte armée contre l'occupant. Jamais les colons israéliens n'ont été aussi nombreux dans les territoires occupés. Le désespoir pousse à accepter le projet impérialiste. Bush mise sur cette lassitude.

D'une certaine façon, c'est l'échec d'une politique : celle de la libération nationale basée sur la lutte armée et non sur l'armement politique du prolétariat.

Les cartes se redistribuent. L'impérialisme et les bourgeoisies locales, paradoxalement, travaillent à débayer le terrain pour un renouveau de la lutte de classe. Ils agissent avec la brutalité et le mépris des peuples dont les uns et les autres sont coutumiers et démontrent à l'évidence qu'il n'y a pas de solution autre qu'ouvrière, intégrant un combat dépassant le cadre des États bourgeois, en place ou émergeant, visant à mettre à bas tous les pouvoirs qui cadennassent le Proche et le Moyen-Orient depuis des décennies.

Nous en sommes loin. Peut-être, mais certainement moins loin que dans le passé où triomphaient

les nationalismes. Dans sa politique, l'impérialisme s'appuiera, au nom bien sûr de la liberté et la démocratie, sur les forces les plus réactionnaires, quasi féodales, la réaction religieuse avec lesquelles les nationalistes ont toujours su s'allier contre les opprimés.

C'est sur les ruines de ces politiques que se construira la seule politique des masses opprimées, démocratique et internationaliste.

Serge Godard



La dette extérieure de l'Argentine : une négociation avec l'impérialisme

Le gouvernement argentin vient d'annoncer qu'il a finalisé « avec succès » la négociation de la dette privée. Pour le président Kirchner, il s'agit d'une victoire politique importante qui va favoriser le développement national (message au Congrès du 1^{er} mars). Il a fêté cet événement dans une réunion tripartite avec Lula et Chavez à Montevideo où les trois présidents ont proclamé qu'« ils vont unifier des principes communs pour négocier avec le FMI et les autres organismes ».

La presse française (*Libération* et *Le Monde*) parle aussi de succès. C'est un événement considérable pour le système financier international, et pour l'Amérique Latine. Il faut l'analyser avec beaucoup d'attention parce qu'il illustre des éléments clés du développement capitaliste d'aujourd'hui, de la lutte de classes, de la dynamique de l'impérialisme.

La dette externe et la cessation de paiements

La cessation de paiements a été décrétée par l'Argentine en décembre 2001 et fut une de manifestations majeures de la crise. À ce moment-là, la dette était de l'ordre de 145 milliards de dollars, dont 81,8 milliards de dette privée, dette « souveraine » émise en bons. Avant la négociation, la dette externe était montée à 181 milliards, en augmentation de 35 milliards par rapport à 2001.

L'endettement de l'Argentine fut un vecteur essentiel du développement du capitalisme national et mondial dans les années 90 et une manifestation flagrante de son caractère parasitaire comme de l'aggravation de l'exploitation impérialiste. La dette structurait l'ensemble du processus de distribution du profit et les relations entre l'économie nationale et l'économie mondiale.

L'endettement des Etats et de l'ensemble des administrations est devenu un trait dominant d'un capitalisme de rentiers. Pour donner un ordre de grandeur, en France, « en 1980, la dette publique s'élevait à 90 milliards ; elle est cette année de 1066 milliards [d'euros] » (Thierry Breton lors de sa première intervention à l'Assemblée nationale) et, chaque jour, les Etats-unis s'endettent de 1,8 milliard de dollars, plus de 600 milliards par an (1,3 dollar = 1€).

L'énorme endettement de l'Argentine n'est pas une aberration, mais le résultat d'une politique qui s'intègre parfaitement à l'ensemble des mécanismes du marché financier. Une partie de cet endettement se fait dans le cadre de la « privatisation » des retraites. C'est ainsi que 450 000 Italiens et des milliers d'Allemands et de Japonais ont acheté de titres de la dette argentine.

Dans ce cadre, la cessation de paiement de décembre 2001 était inévitable comme l'éclatement de toute bulle spéculative à un moment ou à un autre. Les nouveaux prêts, contractés en 2001, ont servi seulement à financer la sortie de capitaux à l'étranger au taux fixe garanti par la convertibilité de un peso (la monnaie nationale) pour un dollar, taux qui permettait des profits spéculatifs énormes pour les capitaux parce que les taux d'intérêts servis dans le pays multipliaient par 3 le taux d'intérêt de base du marché financier mondial (de 5 à 15 %).

La cessation de paiement et la diminution générale de la valeur des titres comme de l'ensemble des formes du capital sont aussi le premier pas vers la reconstitution d'un nouveau cycle d'accumulation. La crise a signifié la misère matérielle et morale pour les masses laborieuses et aussi une dégradation nationale. Celle-ci se répartit entre les différentes fractions du capital. Pour quelques-uns, la crise signifie la faillite. La fin de la cessation de paiements qui est proclamée aujourd'hui signifie que la bourgeoisie argentine et le système capitaliste mondial essaient de mettre un point final aux effets

directs de la crise de 2001. Dans ce sens, le gouvernement argentin a fait ce qu'il avait à faire. Cette politique n'a aucun contenu anti-impérialiste.

Une nouvelle forme de négociation

En moyenne, chaque créancier va recevoir des titres d'une « valeur actuelle » de 0,30 à 0,33 centimes pour chaque dollar prêté. La valeur actuelle, c'est-à-dire le prix du titre sur le marché, dépend de la valeur nominale, des échéances de paiement et des taux d'intérêt du marché. La décote de titres de la dette argentine est de l'ordre du 70 %. La décote était de 40 % dans les autres négociations (Russie, Equateur...) suite aux cessations de paiement. C'est ce chiffre qui est présenté comme une victoire. Néanmoins, l'offre originale du gouvernement argentin en 2003 était une décote de 90 % et l'offre finale est montée jusqu'à 30-33 % parce que les taux d'intérêt du marché sont restés étonnamment bas dans la période de la négociation, poussant ainsi les créanciers à accepter l'offre. Le gouvernement argentin a fait suffisamment de concessions, mais on peut toujours estimer qu'il aurait pu aller plus loin du point de vue de chaque créancier et en vue des négociations futures.

Différents éléments expliquent la facilité avec laquelle le gouvernement argentin a pu arriver à ce résultat. Il faut revenir à la crise de 2001. Elle fut accélérée par le refus du FMI de concéder des nouveaux prêts à l'Argentine et parce que le Département du Trésor des Etats-Unis a refusé aussi de financer un rééchelonnement de la dette à travers un « paquet », méthode utilisée par Clinton dans le cas mexicain. Une nouvelle doctrine a émergé : les frais de l'éclatement des bulles spéculatives devaient être payés aussi par les créanciers privés et non par les gouvernements impérialistes et le FMI.

La dette privée argentine était composée de la façon suivante :

Argentine : 38,4% ; Italie : 15,6% ; Suisse : 10,3% ; Etats-Unis : 9,1 % ; Allemagne : 5,1 % ; Japon : 3,1% ; autres : 18,2%.

Plus de la moitié du pourcentage détenu par les Argentins eux-mêmes était dans les mains des fonds privés de retraite, les AFJP et les frais de la décote de 20 % de la dette tombent directement sur les retraités argentins. Par ailleurs, la négociation a permis à ces fonds privés de retraite d'assurer leur permanence. C'est une autre faveur du gouvernement argentin aux mécanismes du capital financier qui a facilité le cours de l'ensemble de l'opération.

Finalement, il faut se rappeler que le gouvernement paye régulièrement la dette au FMI, à la Banque Mondiale et autres organismes internationaux. Entre 2001 et 2004, il a payé plus de 10 milliards de dollars. Le FMI est un créancier privilégié et c'était une de conditions pour qu'il accepte une espèce de neutralité face à l'offre argentine aux créanciers privés. L'exiguïté de cette offre se justifie aussi parce qu'on paye le 100 % de la dette au FMI. L'Argentine a fait tout le nécessaire pour que la négociation perturbe le moins possible le système financier international et ses institutions.

La négociation « directe » avec le marché en faisant payer une partie importante des coûts aux « petits porteurs » exprime aussi les difficultés des institutions étatiques à contrôler le marché et les effets de la crise. Il ne faut pas penser le système impérialiste comme une armée gouvernée par un Etat major tout puissant. La concurrence et l'anarchie caractérisent le système et le gouvernement des Etats Unis préfère aujourd'hui rester observateur des affrontements entre les uns et les autres, sans prendre parti tant que des intérêts vitaux ne sont pas en cause.

La dette continue...

Le président Kirchner peut proclamer que l'Argentine a résolu la question de la dette avec dignité en sauvegardant l'avenir du pays ; les faits et les chiffres nous disent autre chose.

Le gouvernement calcule que la nouvelle dette totale est de 125 milliards de dollars, 72 % du PIB. Le chiffre réel est probablement, en incluant la dette en litige, de plus de 140 milliards, entre 80 et 85 % du PIB. En 2001, la dette était de 57 % du PBI. Le pays est plus endetté aujourd'hui qu'hier par rapport à sa richesse nationale.

Le gouvernement a pris l'engagement ferme de consacrer 3 % du PIB au paiement de la dette, en assurant une politique budgétaire orthodoxe et un excédent budgétaire de cet ordre. En 2004, l'excédent a été de 4 %. On a restructuré les paiements de la dette ancienne, mais en 2005, le gouvernement devrait payer 13 milliards et 12,5 milliards en 2006, plus de 7 % du PBI. De nouveaux échelonnements sont inévitables pour ne pas dépasser en 2005 les 4 % du PIB. L'Argentine reste solidement ancrée à sa dette externe et les négociations avec le FMI commencent dans les prochains jours. La sortie de la cessation

de paiement n'a pas changé les conditions structurelles de domination de l'impérialisme.

Il faut souligner un autre fait. Jusqu'en 2001, toute la dette était libellée en dollars et autres devises. Après la sortie de la cessation de paiement, une partie importante de la dette privée, de l'ordre de 45 %, va être libellée en monnaie nationale et sa valeur nominale va évoluer avec l'inflation. Les spécifications du changement de titres anciens et nouveaux permettent aux créanciers de faire un bénéfice de l'ordre de 20 % en 2005. La négociation a donné lieu déjà à une nouvelle forme de spéculation parce que les fonds d'investissement ont acheté les titres anciens et comptent encaisser ce bénéfice spéculatif avec les nouveaux.

Le gouvernement est décidé à maintenir la cotation du dollar autour de 3 pesos même s'il perd de la valeur face aux autres devises. La combinaison entre ces différentes sources –convertibilité de fait autour de 3 pesos et peut-être moins, inflation et augmentation de la valeur nominale de titres- fera que la valeur en dollars va augmenter peut-être d'une manière explosive et le pays sera obligé de payer cette nouvelle bulle avec ses exportations. La misère sociale et nationale continue à alimenter le mécanisme de la dette et la dette continue à alimenter la misère.

La bourgeoisie argentine ne se trompe pas. L'Union Industrial Argentine, une des centrales du patronat, a défini son appui à la négociation avec des mots très clairs : *« la clé n'est pas dans l'allongement des délais de paiement ou dans la diminution des taux d'intérêts ; elle n'est pas non plus dans l'importance de la décote. La raison fondamentale du succès de la proposition est son sérieux, qui a permis de l'appuyer et de négocier avec fermeté »*. Le sérieux pour une organisation patronale est la volonté d'un gouvernement de favoriser les affaires et le cycle du capital. Voilà le secret de Kirchner.

Kirchner et les autres

L'opposition entre Lula et Chavez a été un des thèmes de Porto Alegre. Les deux chefs d'Etat étaient à côté de Kirchner, mercredi 2 mars, pour fixer une position commune sur la dette. Chavez a souligné que le Venezuela avait payé plus de 25 milliards de dollars dans les cinq dernières années et que sa dette externe était de 24 milliards.

Les oppositions politiques existent, mais ce n'est pas inintéressant d'observer qu'en ce qui concerne la dette externe - un des éléments clé qui définit la forme de relation avec le système capitaliste mondial - les trois pays ont adopté des modalités de paiement qui ne perturbent pas la stabilité du marché. Chavez procède de la même manière avec le pétrole. À Montevideo, un accord a émergé entre PDVSA, Petrobras et Enarsa pour travailler ensemble dans l'exploitation du pétrole. C'est un secteur dans lequel les trois entreprises nationales ont mis en place des partenariats avec les compagnies privées internationales - l'espagnole Repsol, Total, des compagnies américaines - mais Enarsa est pour l'instant plus un projet sur le papier qu'une réalité. Kirchner essaie de donner des leçons en matière de dette externe et demande la collaboration des autres pour le pétrole. L'exploitation commune de la Bolivie et de son gaz fait partie de l'affaire.

Dans la pratique et les formulations politiques de Kirchner, on trouve une recherche d'accord avec l'impérialisme, accompagnée parfois d'affrontements avec telle ou telle expression du capital. Ce sont les limites propres au nationalisme ; chez Chavez, ces affrontements concernent directement la forme de domination politique du pays et les débordements sont possibles.

L'alliance entre Brasília, Buenos Aires et Caracas peut donner le sentiment d'un pouvoir autonome plus fort et provoquer des accrochages plus fréquents avec Washington. Sur le fond, elle est destinée à essayer d'assurer une forme de domination impérialiste et capitaliste et non pas à avancer dans la lutte de libération nationale et sociale de l'Amérique Latine.

Marcelo N.



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débatmilitant**. Merci.